

# La Réplique

## VAGUE ORANGE EN ALBERTA

**FOCUS :  
RÉSULTATS DU  
SONDAGE DU SCFP**

**Gardons  
l'électricité  
publique!**

Nourriture de  
qualité, patients  
en santé

**Eaux usées :  
les travailleurs  
de Moncton  
adhèrent au SCFP**

AFFICHE DÉTACHABLE :  
VOTER, ÇA COMPTE

« La nourriture est un médicament. Quand un de nos proches est malade, nous lui préparons des plats nutritifs, pas des "TV dinner" réchauffés. »

Dave Murphy, président de la section locale 7800. p.7

## Élection d'un chercheur du SCFP en Alberta

Le chinook orange a balayé l'Alberta le 5 mai dernier et le chercheur du SCFP, Ricardo Miranda, a été élu dans la circonscription de Calgary Cross.

Ricardo Miranda est l'un des 54 néo-démocrates élus aux côtés de la chef Rachel Notley lors des élections

albertaines. Il a remporté son siège par 100 voix seulement devant un candidat-vedette conservateur, l'ex-chef de police de Calgary Rick Hanson.

Les analystes estimaient que l'Alberta était la province canadienne la plus conservatrice au Canada. Surprise :

les Albertains ont mis les conservateurs à la porte, après 44 ans au pouvoir. Mieux, ils ont élu un parti qui a promis d'accroître le financement en santé et en éducation, de lutter contre les changements climatiques, d'augmenter le salaire minimum et

de revoir le système de redevances énergétiques.

Père de deux enfants, Ricardo Miranda a été agent de bord chez Air Canada pendant 15 ans. Il a aussi été président de la section locale 4095. Il s'est joint au personnel du SCFP en 2012. Il s'est lancé en politique pour aider les travailleurs à se syndiquer. « Je rêve d'une procédure où la formation d'un syndicat dépendrait uniquement de la volonté des employés », a-t-il déclaré.

L'expérience acquise au sein du SCFP a été un grand atout lors de sa campagne. « Dans Calgary Cross, on trouve l'hôpital Peter Lougheed et l'école secondaire Lester B. Pearson. À ces deux endroits, des membres du SCFP m'ont raconté comment ils tentaient, depuis trop d'années, de prodiguer des services publics avec un budget de misère », a-t-il souligné.

■ Lou Arab

## Grève chez Halifax Water



Appartenant respectivement aux sections locales 227 et 1431, les 335 cols bleus et cols blancs de Halifax Water ont déclenché la grève le 19 mai. La commission régionale des eaux exige des concessions importantes en matière de retraite.

Le syndicat avait proposé une solution qui aurait permis de protéger les prestations de retraite tout en économisant 25 millions de dollars sur dix ans, mais

l'employeur souhaite plutôt ramener les prestations de retraite de 30 à 40 ans en arrière.

Autre avenue possible : le vérificateur général municipal, Larry Munroe, a souligné que Halifax Water compte trop de cadres, la plupart ne supervisant que trois employés ou moins. Il a aussi indiqué que la commission a deux fois plus de gestionnaires financiers que tous les autres types de cadres.

■ John McCracken



LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP

ÉTÉ 2015

# La Réplique

SSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7 Téléphone : 613-237-1590 Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

**Rédactrice en chef** Catherine Louli  
**Directrice des communications** Heather Fraser

**Graphiste** Jocelyn Renaud

**Adjoints à la rédaction** Philippe Gagnon • Hélène Bélanger • Geneviève Robichaud • Méliza Fournier

**Collaborateurs** Lou Arab • Dan Gawthrop • John McCracken • Greg Taylor • Riccardo Filippone • Sébastien Goulet • Margot Young • Catherine Louli • Craig Saunders • Roseanne Moran • James Chai •

Tria Donaldson • Danielle Savoie • Stella Yeadon • Philippe Gagnon

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

**Président national** Paul Moist

**Secrétaire-trésorier national** Charles Fleury

**Vice-présidences générales** Daniel Légère • Lucie Levasseur • Fred Hahn • Kelly Moist • Marle Roberts

**Vice-présidences régionales**

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Danny Cavanagh / Nouvelle-Écosse • Odette Robichaud / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Denis Bolduc, Benoit Bouchard / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Mike Davidson / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • Don Monroe / Alberta • Mark Hancock, Victor Elkins / Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité** Brian Barron • Yolanda McClean

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



**SCFP** Syndicat canadien de la fonction publique



**FSC** Mixed Sources  
Cert. No. SW-COC-1911 © 1996 FSC



# « Quand je crois à une idée, je fonce jusqu'au bout. »

*Simon Beaulieu fait partie de la nouvelle génération de militants du SCFP au Québec. Ce trentenaire costaud s'engage à fond à tous les échelons et mobilise nos membres du réseau de la santé et des services sociaux face aux compressions du gouvernement Couillard.*

Simon est le bâtisseur du Comité action du Conseil provincial des affaires sociales (CPAS) du SCFP, créé il y a quatre ans. Il en est toujours le responsable et a supervisé d'éclatantes manifestations régionales au printemps dernier.

Simon représente aussi le SCFP-Québec à la Table de mobilisation de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). Ce rôle lui a fait réaliser le besoin de coordonner davantage

les actions entre les secteurs du SCFP-Québec. Il a donc contribué à créer la Table de mobilisation du Bureau du SCFP-Québec et en est le pivot.

À l'origine préposé aux bénéficiaires dans un centre d'hébergement pour personnes âgées, Simon a entamé son engagement syndical en 2005.

« J'ai commencé comme délégué, puis je me suis engagé à droite et à gauche. Ce sont les abus de certains gestionnaires qui m'ont

donné beaucoup d'énergie », a-t-il expliqué.

Depuis quelques années, le CPAS mène une grande campagne de valorisation de ses membres, les « péri-soignants ». Le secteur a acheté une ambulance qui arbore ses couleurs et dynamise grandement les manifestations. C'est une autre idée de Simon, qu'il a concrétisée par sa ténacité notoire.

« Je choisis mes batailles mais quand je crois à une idée, je fonce jusqu'au bout », a-t-il lancé.

Simon est par ailleurs président de la section locale 3247 depuis décembre 2012. Il puise sa motivation dans les « merci » reçus des membres qui apprécient

le soutien de leur syndicat. Mais il insiste surtout pour dire que son grand engagement syndical est possible grâce au soutien de sa conjointe et de toute sa famille.

■ Sébastien Goulet



## Fin de session à Ottawa

À Ottawa, les travaux parlementaires se sont terminés en juin. Lorsqu'ils reprendront, la composition de la Chambre des communes risque d'être passablement différente. En effet, des élections fédérales sont prévues le 19 octobre et nous serons en pleine campagne électorale en septembre.

Mais pour l'instant, c'est l'heure du bilan de session.

En 2015, Stephen Harper a déposé le projet de loi C-51 qui s'attaque à nos droits et libertés. Il a affirmé qu'il fallait choisir entre la sécurité ou nos droits. On dirait que la population va plutôt choisir d'élire un

nouveau gouvernement!

Les conservateurs ont aussi fait du fractionnement du revenu une réalité. Stephen Harper accorde une baisse d'impôt aux mieux nantis et refile la facture de deux milliards de dollars au reste de la population.

Soudainement, le premier ministre a « réalisé » l'importance de la sécurité à la retraite. Malheureusement, l'avenue qu'il propose, l'épargne volontaire, n'est pas la solution au problème des 11 millions de personnes sans régime de retraite au travail. Le plan conservateur n'est que de la poudre aux yeux pour faire oublier ce dont on a réellement

besoin : une bonification du Régime de pensions du Canada (RPC) qui permettra d'offrir des prestations deux fois plus importantes aux Canadiens.

Stephen Harper a aussi profité de toutes les occasions pour s'attaquer aux travailleurs et aux syndicats.

De quoi aura l'air la prochaine cuvée de députés?

Les trois partis sont au coude à coude dans les sondages. Si la population vote pour un vrai changement, un changement progressiste, nous pourrions avoir un gouvernement du NPD déterminé à :

- offrir des places en garderie à 15 dollars

par jour maximum.

- bonifier le RPC pour accroître la sécurité à la retraite.
- retirer le projet de loi C-51.
- instaurer un salaire minimum fédéral de 15 dollars l'heure.
- renforcer le système de santé public.
- déclencher une enquête nationale sur les femmes autochtones disparues ou tuées.

Et au lieu de s'en prendre aux travailleurs et aux syndicats, le NPD créera de bons emplois tout en protégeant l'environnement et les services publics.

Faisons en sorte que la prochaine Chambre des communes tourne la page sur les politiques conservatrices.

■ Riccardo Filippone



### PRÉSIDENT NATIONAL PAUL MOIST

## Le changement est possible, mais il faut voter

Comme de nombreux Canadiens, certains membres du SCFP sont cyniques face à la politique. D'ailleurs, le taux de participation aux dernières élections fédérales était inférieur à 61 pour cent. Près de neuf millions de citoyens n'ont tout simplement pas voté.

Le problème, c'est que beaucoup de gens souhaitent justement que vous restiez à la maison le jour du scrutin. Leur logique est simple : lorsqu'il a moins d'électeurs, moins de voix sont nécessaires pour gagner. C'est de cette manière que le gouvernement Harper a pu remporter une majorité avec l'appui du quart des électeurs seulement.

Or, les Albertains nous ont prouvé lors des récentes élections provinciales qu'il est possible de changer les choses. Comment ont-ils réussi à mettre fin à un règne politique de 44 ans?

Ils ont simplement voté pour le changement.

Les Albertains ont donné aux Canadiens du reste du pays une idée de ce qui pourrait se produire en octobre au niveau fédéral. Ils ont alimenté l'espoir. C'est pourquoi nous sommes à une élection près d'obtenir le changement que nous souhaitons.

Mais il faut voter. Et il faut encourager nos proches, nos amis et nos voisins à aller voter. C'est pourquoi, dans le cadre du Projet *Ensemble pour un monde plus juste*, le SCFP encourage ses membres à parler des élections.

Les sections locales recevront bientôt une trousse qui les aideront à lancer la discussion dans les milieux de travail. En plus de trucs pour planifier et mener les conversations avec les membres, la trousse contiendra des informations factuelles sur des enjeux importants pour les travailleurs et sur l'importance d'aller voter.

Cette trousse nous aidera à parler de la protection de nos régimes de retraite et de la bonification du Régime de pensions du Canada pour les travailleurs sans régime. Elle expliquera pourquoi nos votes peuvent permettre la création de places abordables en garderie et le renforcement du système de santé public. La trousse permettra d'alimenter la discussion sur la création d'une économie qui tourne pour les travailleurs et qui génère des emplois bien rémunérés.

En convainquant nos membres d'aller voter et en encourageant tout le monde à le faire, que ce soit les autres syndiqués, les jeunes, les Autochtones ou les Canadiens racisés, nous pouvons obtenir le changement que nous voulons pour le Canada.

PAUL MOIST EN LIGNE  [twitter.com/CUPENatPres](https://twitter.com/CUPENatPres)





# Focus:

SONDAGE DU SCFP



## Renforcer les liens avec nos membres

L'objectif du projet *Ensemble pour un monde plus juste* est de renforcer le SCFP en expliquant aux membres ce que l'appartenance à notre syndicat leur procure. Ce projet permet de développer les compétences des membres et, ainsi, de contribuer au renouvellement de notre syndicat. Ce projet offre à nos membres des occasions de comprendre les enjeux, de se mobiliser et de participer aux campagnes locales, régionales et nationales du SCFP.

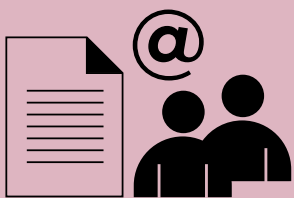
Le sondage mené auprès des membres du SCFP nous apprend des choses éclairantes sur la façon dont nous communiquons avec nos membres. Nous avons été heureux d'apprendre qu'une majorité de membres ont participé d'une façon ou d'une autre aux activités syndicales au cours de la dernière année. Nous avons aussi appris que la participation est plus élevée chez les membres bénéficiant de la sécurité d'emploi. Nous savons aussi que nos membres plus âgés et mieux rémunérés sont plus susceptibles de participer à la vie syndicale, tout comme les hommes et les membres non-racisés. À nous maintenant de trouver des façons de tisser des liens encore plus forts avec l'ensemble de nos membres et d'accroître la participation syndicale.

Nos membres reçoivent de l'information de leur syndicat de nombreuses manières. **63** pour cent des répondants disent puiser leur information d'une des publications du SCFP. Les babillards, le courriel et les conversations individuelles sont les autres modes de communication mentionnés par les membres sondés. Moins de **40** pour cent des répondants ont visité un site Internet du SCFP, tandis que **13** pour cent d'entre eux suivent le compte Facebook ou Twitter du SCFP. Il est important de suivre l'évolution des habitudes

des membres en matière de communication dans le temps. Elles risquent en effet de changer car la composition démographique de notre base se modifie aussi.

■ Margot Young

63 %



MOINS DE

40 %



13 %



## Résultats du sondage des membres selon les secteurs

Le sondage révèle que les femmes, les membres racisés et les jeunes syndiqués sont plus susceptibles d'occuper un emploi précaire. Une analyse plus poussée des résultats relatifs à l'égalité est disponible au [SCFP.CA/LES-RESULTATS-RELATIFS-LEGALITE-DU-SONDAGE-MENE-AUPRES-DES-MEMBRES-DU-SCFP](http://SCFP.CA/LES-RESULTATS-RELATIFS-LEGALITE-DU-SONDAGE-MENE-AUPRES-DES-MEMBRES-DU-SCFP).

En utilisant l'index du travail précaire élaboré par le PEPSO (Poverty and Employment Precarity in Southern Ontario Survey), notre sondage a fait ressortir d'importantes différences entre les secteurs. Dans l'ensemble, les membres occupant un emploi « sûr » ou « stable » sont plus susceptibles de travailler dans le secteur des communications, les services d'électricité et d'eau ou le secteur municipal. Les membres œuvrant dans le transport aérien, la santé ou les services sociaux sont plus susceptibles d'occuper un emploi « vulnérable » ou « précaire ». C'est dans le secteur hospitalier, les soins de longue durée, les bibliothèques et le secteur postsecondaire qu'on remarque le plus haut ratio de travail précaire. Les employés du secteur scolaire se distribuent entre les catégories « sûr », « stable » et « vulnérable »,

avec un pourcentage plus faible dans la catégorie « précaire ».

Les différences dans les conditions de travail révélées par le sondage, nous aideront à adapter nos stratégies de négociation pour améliorer ces conditions.

Près des deux tiers des répondants ont un emploi permanent à temps plein. Pour cette catégorie d'emploi, les communications et les services d'électricité et d'eau obtiennent les pourcentages les plus élevés. Le secteur postsecondaire enregistre le pourcentage le plus bas, soit 23 pour cent. Les membres de ce secteur sont aussi moins susceptibles de bénéficier d'un régime de retraite et d'avantages sociaux. Enfin, ces membres sont plus susceptibles de travailler pour plus d'un employeur.

Les employés de bibliothèque ont le plus haut ratio d'emplois permanents à temps partiel, soit 46 pour cent, alors que la moyenne des secteurs est de 14 pour cent. Nos membres dans ce secteur sont moins susceptibles de bénéficier de congés de maladie. Les syndiqués du secteur du transport aérien sont les plus susceptibles de travailler sur appel. De plus, ils sont les plus nombreux, en

pourcentage, à craindre une réduction de

leur horaire de travail d'ici six mois.

Vingt-deux pour cent de nos membres disent que leur revenu varie beaucoup ou un peu. Ce ratio atteint un sommet chez les employés d'hôpitaux, soit 30 pour cent. Nos membres du secteur de la santé et des services sociaux sont les moins susceptibles de connaître leur horaire à l'avance. C'est dans le secteur des soins de longue durée qu'on trouve le plus d'employés occasionnels ou sur appel. Quant à la crainte de défendre ses droits au travail, elle est plus forte dans les secteurs du transport aérien, des soins de longue durée et des bibliothèques publiques.

Les syndiqués sont mieux rémunérés et plus susceptibles de bénéficier d'avantages sociaux qui facilitent l'équilibre travail-famille, mais la bataille est loin d'être terminée. Nous constatons par exemple des taux importants de travail précaire au sein de notre effectif. En savoir plus à propos des salaires et des conditions de nos membres nous permettra de modifier nos approches pour venir en aide à tous nos membres dans tous les secteurs. Nous devons aussi poursuivre le combat pour améliorer le sort de tous les travailleurs.

■ Margot Young





« Notre réponse aux défis qu'entraîne la nature changeante de l'emploi influencera notre prospérité collective et la santé économique de notre région, de notre province et de notre pays pendant de nombreuses années. »

Rapport *The Precarity Penalty*

## La méthodologie

En 2014, le SCFP a mené son tout premier sondage exhaustif auprès de ses membres. L'objectif était d'avoir un portrait plus précis de la démographie du syndicat, de la diversité des membres et de la prévalence du travail précaire dans nos rangs. Près de 3000 membres de toutes les régions et de tous les secteurs ont été sondés au téléphone.

Le SCFP a travaillé de concert avec une firme de sondage reconnue pour élaborer une méthodologie fiable et constituer un échantillon représentatif. Les répondants ont été choisis au hasard parmi plus de 80 000 membres représentant chaque province, chaque secteur et les sections locales de toutes tailles.

En raison de la grosseur de l'échantillon, les résultats obtenus sont fiables et nous révèlent beaucoup de choses.

Nous avons réparti nos membres en quatre catégories selon le degré de précarité de leur emploi. Les emplois le plus précaires n'offrent pas la sécurité d'emploi et les avantages sociaux habituellement associés aux relations d'emploi plus traditionnelles. La précarité a des répercussions concrètes sur le bien-être économique des travailleurs, mais elle peut aussi affecter leur vie sociale, communautaire et familiale

■ Margot Young



# Le sondage du SCFP et la précarité d'emploi

Les résultats du sondage de 2014 nous ont permis de savoir jusqu'à quel point le travail précaire existe dans nos rangs.

Nous avons sondé près de 3000 membres de toutes les régions et de tous les secteurs. Les données démontrent que l'effectif du SCFP compte plus de femmes (68 pour cent) que l'ensemble de la population active canadienne (48 pour cent). Elles démontrent aussi que nos membres sont plus âgés que la moyenne. Alors que l'on retrouve 39 pour cent de travailleurs de moins de 35 ans dans l'ensemble de la population active, cette proportion est de 21 pour cent au SCFP. À l'inverse, on trouve 55 pour cent de nos membres dans la fourchette des 45 à 64 ans, contre 32 pour cent pour l'ensemble de la population.

« Nous avons réparti nos membres en quatre catégories selon le degré

de précarité de leur emploi. Les statuts d'emploi les plus précaires n'offrent pas la sécurité d'emploi et les avantages sociaux habituellement associés aux relations d'emploi plus traditionnelles. La précarité a des répercussions concrètes sur le bien-être économique », a expliqué la chercheuse au SCFP national, Margot Young.

Fin mai, le réseau anglais de Radio-Canada rapportait que « de nouvelles études menées par l'Organisation de coopération et de développement économique et Centraide à Toronto lèvent le voile sur l'impact négatif du travail précaire sur l'économie et la carrière de toute une génération de jeunes travailleurs. Ce sont les jeunes qui occupent l'essentiel des emplois instables. Dans la grande majorité des économies développées, ils sont plus

susceptibles de passer leur vie dans la pauvreté que les générations précédentes. »

Dans le rapport du PEPSO intitulé *The Precarity Penalty* (Le prix de la

précarité), on peut lire : « Notre réponse aux défis qu'entraîne la nature changeante de l'emploi influencera notre prospérité collective et la santé économique de notre région, de notre province et de notre pays pendant de nombreuses années. Il faut commencer par admettre que ce changement est parmi nous et qu'il affecte gravement notre population active et notre société. »

« Les conclusions sur le travail précaire sont limpides : hausse du travail précaire et des inégalités vont de pair. Avoir un syndicat de notre bord rend notre travail et notre milieu de travail plus sûr et plus équitable. Les syndiqués sont mieux rémunérés et plus susceptibles d'avoir des avantages sociaux qui facilitent l'équilibre travail-famille », a conclu Margot Young.

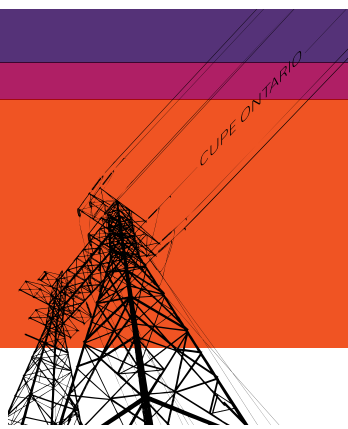
■ Catherine Louli

## Têtes-à-têtes!





# GARDONS L'ÉLECTRICITÉ PUBLIQUE



Par une belle journée de mai, des centaines de membres des sections locales ontariennes du SCFP ont manifesté sur l'avenue University à Toronto. En tête de la marche, les dirigeants du SCFP-Ontario et du SCFP national portaient une banderole où on pouvait lire « Gardons l'électricité publique ».

Le gouvernement libéral provincial prépare depuis quelques mois la privatisation la plus fortement critiquée de toute l'histoire de l'Ontario.

**LES LIBÉRAUX N'ONT JAMAIS PARLÉ DE PRIVATISER LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. UNE FOIS MAJORITAIRES, ILS SONT POURTANT ALLÉS DE L'AVANT SANS TARDER.**

Hydro One est la société d'État qui possède le réseau électrique ontarien, soit les lignes de transmission à haute tension et la grande majorité des réseaux locaux de distribution. Or, les libéraux n'ont jamais parlé de privatiser le réseau électrique pendant la campagne

électorale. Une fois majoritaires, ils sont pourtant allés de l'avant sans tarder. Ils ont embauché Ed Clark, un ex-banquier qui parle de « recyclage d'actifs », de « libération de la valeur » et d'« élargissement de l'actionariat ». Clark présente la vente d'Hydro One comme une solution au financement des infrastructures.

**SELON LES SONDAGES, TROIS ONTARIENS SUR QUATRE SONT CONTRE LA PRIVATISATION D'HYDRO ONE.**

« Nous venons dire au gouvernement libéral que l'Ontario s'oppose à cette vente. Hydro One est à nous tous et le gouvernement n'a pas le droit de la vendre », a lancé le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, aux manifestants enthousiastes.

Bénéficiant de l'aide financière du SCFP national, le SCFP-Ontario joue un rôle majeur dans le mouvement d'opposition à cette vente. Depuis l'annonce, notre syndicat multiplie les pressions politiques, souvent en collaboration avec des

partenaires de la coalition Keep Hydro Public. Selon les sondages, trois Ontariens sur quatre sont contre la privatisation d'Hydro One. Juste avant les assemblées publiques tenues à Oshawa et à Sudbury, le pourcentage d'opposition a atteint respectivement 84 et 89 pour cent. Le SCFP-Ontario organisera d'autres assemblées publiques en juin et en juillet pour accroître la pression.

**Pourquoi la population s'oppose-t-elle à la vente?**

La plupart des Ontariens craignent une hausse des tarifs d'électricité. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé partout où on a privatisé

l'électricité. Pour d'autres, le piètre bilan des libéraux en matière de privatisation et de PPP n'augure rien de bon. Après une succession de scandales, la vérificatrice générale a d'ailleurs déposé en décembre un rapport accablant qui conclut que les PPP ont coûté huit milliards de dollars de plus aux contribuables.

**Et ça ne s'arrête pas là**

Pour légaliser cette vente, les libéraux ont dû réécrire les lois qu'ils avaient eux-mêmes adoptées, il y a dix ans, pour mettre Hydro One à l'abri de la privatisation. Selon un avis juridique du cabinet Sack Goldblatt Mitchell, les amendements à la loi soustraient Hydro One à toute surveillance publique. Cet avis a reçu l'appui des chiens de garde officiels de l'Ontario, soit l'ombudsman provincial, la vérificatrice générale et le commissaire à l'intégrité. Même si les libéraux ont l'intention de conserver 40 pour cent des actions

dans l'entreprise, la majorité des sièges au conseil d'administration seront confiés au privé. Autrement dit, la population n'aura plus le contrôle et elle ne pourra plus exiger des comptes.

Cette vente est illogique d'un point de vue financier. Dans son rapport, l'économiste en chef de la Banque TD et ex-secrétaire d'État aux Finances, Douglas Peters, affirme que le gouvernement se privera de plus de 338 millions de dollars par année en revenus. Les taux d'emprunt des gouvernements étant à leur plus bas, la vente de cet actif coûtera plus cher que si on empruntait simplement l'argent pour financer nos infrastructures.

En plus d'étudier les recours juridiques possibles, le SCFP poursuivra ses efforts de mobilisation afin de stopper cette vente, comme nous l'avons fait en 2002.

■ Craig Saunders



## en bref

### Résolution de la crise au Centre Naramata

À la fin mars, la section locale 608 et le Centre Naramata ont conclu une entente qui met fin au conflit de travail amorcé en mai 2014. Cette entente règle les derniers points relatifs à la fermeture du centre. Selon la présidente de la section locale Brianne Hillson, le soutien témoigné par l'ensemble du SCFP a fait la différence pendant ce conflit éprouvant. Au congrès du SCFP de la Colombie-Britannique en avril, le président Mark Hancock a remis à Paul Moist la plaque qui accompagnait le cornouiller planté en 2001 pour souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire du partenariat entre le Centre Naramata et le SCFP.

### Grève des employés municipaux de London

Les membres de la section locale 101 ont débrayé le 25 mai, l'employeur ayant refusé d'abandonner ses demandes de concessions. C'est la première grève dans cette section locale depuis 1979. L'employeur veut affaiblir les clauses relatives aux horaires, à l'évaluation des emplois, aux promotions et aux prestations des retraités.

En 1967, cette section locale a été la première à se pencher sur l'équité salariale en mettant fin aux échelles salariales séparées pour les hommes et les femmes.



### Les employés de Southern Railway plus forts après un lockout

Après 119 jours de lockout, les membres de la section locale 7000 qui regroupe les employés de Southern Railway en Colombie-Britannique, ont obtenu une nouvelle convention collective le 4 mai dernier. Ils ont aussi lancé un message important : le SCFP a du poids lorsqu'il conteste les pratiques déloyales d'un employeur devant les tribunaux.

Pendant le lockout, les cadres de Southern Railway ont effectué le travail des syndiqués, leur niveau de formation et leur épuisement soulevant des inquiétudes.

Le service juridique du SCFP a maintenu la pression sur l'entreprise en contestant l'utilisation de briseurs de grève. La Commission des relations de travail a statué que Southern Railway avait illégalement confié des tâches en sous-traitance à A&B Rail et que le code du travail avait été violé. La commission a ordonné à Southern Railway de cesser de confier les tâches des syndiqués à des sous-traitants.

### Impliquez-vous!

Le projet *Own it! Saskatchewan belongs to everyone* (Impliquez-vous! La Saskatchewan appartient à tout le monde) a pour but de donner la parole aux citoyens dans le débat sur l'avenir des services publics et des sociétés d'État de la province. Il invite les gens à s'informer sur la privatisation, à partager leur opinion, à mobiliser leur communauté et à signer une pétition pour stopper la vente des services publics et des sociétés d'État.

[WWW.OWNYOURSASK.CA](http://WWW.OWNYOURSASK.CA)



# L'alimentation contribue au rétablissement des patients

On peut difficilement nier que la nourriture fraîche et nutritive, préparée avec soins dans la cuisine de l'hôpital, est ce qu'il y a de mieux à offrir aux patients en convalescence. De plus, si l'hôpital peut se procurer les ingrédients chez les agriculteurs locaux et les cuisiner sur place, c'est aussi bon pour l'économie locale.

Plusieurs hôpitaux se sont engagés dans cette voie. Ces établissements ont rénové leurs cuisines et achètent localement plus souvent qu'avant. Les repas sont plus appétissants pour les patients, qui en gaspillent moins.

Malheureusement, le Hamilton Health Sciences (HHS), un des plus gros réseaux hospitaliers ontariens, a l'intention de faire l'inverse, soit de fermer ses cuisines et d'acheter des repas congelés industriels de type « TV dinner ».

« La nourriture est un médicament. Quand un de nos proches est malade, nous lui préparons des plats nutritifs, pas des «TV dinner» réchauffés au micro-ondes. Alors pourquoi servirait-on ce type de nourriture

industrielle à nos patients? », a lancé le président de la section locale 7800, Dave Murphy.

Cette section locale qui représente près de 4000 employés du HHS, s'est donc mobilisée pour convaincre la population de la nécessité de conserver la préparation des repas à l'interne et d'en améliorer la qualité.

« Nous collaborons avec les agriculteurs et les leaders de la communauté pour promouvoir une solution locale à l'alimentation des patients », a ajouté Dave Murphy.

■ Stella Yeadon



## Les employés des eaux usées de Moncton se joignent au SCFP

Pendant des années, les employés de l'usine de traitement des eaux usées et de l'usine de compostage de Moncton ne voyaient pas l'intérêt d'avoir un syndicat pour protéger leurs droits. Leur employeur les traitait et les payait bien. Ils bénéficiaient d'avantages sociaux similaires à ceux des employés municipaux syndiqués de la région.

Les choses ont changé en 2013 avec l'arrivée d'un nouveau directeur qui s'est mis à les dépouiller de leurs acquis. Ce directeur a aussi joué un grand rôle dans la décision de la Commission des eaux usées de Moncton de demander du financement pour construire en PPP l'usine de 80 millions de dollars requise pour se conformer d'ici 2020 au nouveau Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées.

Dans ce contexte, les dix employés ont décidé d'adhérer au SCFP pour protéger leurs emplois et défendre les services publics. La section locale 5217 a obtenu son accréditation en novembre 2014. Ses membres souhaitent que des dispositions anti-PPP soient incluses dans leur convention collective.

« Bien qu'il soit difficile de négocier une première convention collective tout en luttant pour préserver le statut public de l'usine, nous sommes déterminés à réussir sur les deux fronts », a affirmé le président de la section locale, Ralph Green.

■ Danielle Savoie

### SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

## Le congrès national arrive à grands pas

Les préparatifs en vue du 27<sup>e</sup> congrès national du SCFP qui se déroulera du 2 au 6 novembre à Vancouver vont bon train. Le préavis de congrès a été acheminé aux organisations à charte en mai et la convocation officielle sera envoyée au plus tard le 4 août.

Tout le travail que nous accomplirons durant ce congrès nous permettra de continuer à défendre nos membres et à améliorer les conditions de vie de tous les travailleurs.

Cependant, pour que notre congrès national soit encore une fois un succès, les organisations à charte doivent aussi se préparer. Elles peuvent contribuer puissamment à la vie démocratique de notre syndicat en nous faisant parvenir des résolutions et des amendements statutaires qui seront débattus lors des séances plénières. Les organisations ont jusqu'au 4 août pour les transmettre au bureau national.

Vous pouvez aussi élire dès maintenant les membres de votre délégation. Nous vous encourageons à sélectionner des délégués qui permettront de refléter toute la diversité de votre organisation. Une fois votre délégation choisie, nous vous suggérons d'envoyer les lettres de créance au bureau national.

N'oubliez pas non plus de faire vos réservations de chambres et d'avion rapidement auprès de notre agence de voyage officielle WE Travel dont les employés sont de fiers membres de la section locale 3532. Comme à l'accoutumée, le SCFP national assumera les frais additionnels encourus par les membres ayant un handicap pour la location d'équipement ou pour la présence d'un accompagnateur. Envoyez-nous votre demande le plus rapidement possible.

Afin de faciliter la participation de parents d'enfants en bas âge, un service de garderie sera aussi disponible sur place, à condition de remplir le formulaire qui accompagnera la convocation officielle. Les enfants de 9 à 14 ans pourront participer au Conseil des jeunes et ainsi se familiariser avec les valeurs syndicales.

J'ai très hâte de pouvoir échanger avec les délégués à Vancouver et je suis convaincu que la qualité de nos délibérations fera en sorte que le SCFP sortira grandi de son 27<sup>e</sup> congrès.

Bon préparatifs.

CHARLES FLEURY EN LIGNE  [twitter.com/CUPENatSec](https://twitter.com/CUPENatSec)



DES ENJEUX  
SONT  
IMPORTANTES  
POUR VOUS?  
NE FAITES  
PAS JUSTE  
JAPPER.



**VOTER**  
**ÇA COMPTÉ**

**SCFP.ca**